

TRÉVOUX Services publics

Opération « coup de poing » devant le centre des impôts et le tribunal

Hier, sur le parvis du palais du gouverneur de la Dombes, les agents du centre des finances publiques et du tribunal d'instance de Trévoux ont tiré la sonnette d'alarme en débrayant à deux reprises.

Maintenir des services publics de proximité. C'était tout l'objectif des fonctionnaires mobilisés à l'appel de l'intersyndicale des Finances Publiques (CGT, FO et Solidaires).

Une baisse des effectifs de 25 %

Ce lundi matin, ils protestaient contre un projet du gouvernement prévoyant « la disparition de la quasi-totalité des centres des finances publiques d'ici 2022 ». « On peut s'attendre à subir une baisse des effectifs de 25 % soit environ 200 agents qui ne seront plus là pour renseigner les usagers » estime Cyrille Benoit, secrétaire départemental de Solidaires Finances publiques. « On va renvoyer les gens vers Internet ou des plateformes téléphoniques avec parfois des numéros payants » prédit Guillaume Laroucau, représentant du syndicat Solidaires.

« La réforme va être mise en place très rapidement. On se demande quelles vont être nos missions à l'avenir ? Les usagers pourraient, eux, se tourner vers des professionnels comme les notaires pour effectuer des démarches jusqu'alors gratuites quand elles étaient réalisées par nos services ». Hier matin, une cinquantaine d'usagers avait déjà signé la pétition lancée par la cinquantaine d'agents rattachés au centre des impôts. « Nombreux sont ceux qui ont besoin d'être rassurés par un agent, la fiscalité en



Les agents du centre des finances publiques et du tribunal veulent continuer à faire leur métier : répondre aux usagers. Photo Le Progrès/Julia BEAUMET

France est très complexe » souligne encore Guillaume Laroucau.

Installés au rez-de-chaussée du Palais des Dombes, les cinq « collègues » du tribunal d'instance se sont joints à la mobilisation. Craignant eux aussi que leur juridiction ne devienne une coquille vide. « En 2018, nous avions perdu trois procédures : les contentieux de police, les PACS et une partie du surendettement. Le danger pour les usagers, c'est la déshumanisation de la justice. Le Tribunal de Grande Instance de Bourg-en-Bresse est déjà petit, si nos activités sont transférées là-bas, quels seront les délais pour rendre une décision ? » s'interroge déjà Yolande Ayoub, la chef de greffe, alors que la fermeture du site n'a pour l'heure pas été officiellement annoncée. Tous seront dans les rues de Bourg-en-Bresse ce jeudi 14 mars pour une journée d'action.

Julia BEAUMET

RÉACTIONS

« On pourrait licencier un ouvrier »

Benjamin et Cristina Chazelle, boulangers dans la Grande rue

« Si le centre des impôts et le tribunal venaient à fermer, nous pourrions perdre entre 150 et 200 €/ jour, sur nos 400 clients/jour, le snacking est une part importante de notre activité. Dans cette boulangerie que nous avons rachetée en liquidation judiciaire il y a quatre ans, tout est calculé. On pourrait licencier un ouvrier »



Photo Le Progrès/Julia BEAUMET

« 5 à 10 clients perdus chaque jour »

Erol Macit, patron de Tacos Shake

« La pétition du centre des im-

pôts est affichée dans mon restaurant. Si ces services devaient disparaître, ce serait une grosse perte. C'est 5 à 10 clients perdus chaque jour ».

« Le commerce à Trévoux, c'est déjà compliqué »

Mickaël Alcaide, gérant du restaurant « Le Baroque »

« La disparition de ces services serait handicapante pour le centre-ville mais je ne suis pas très étonné. Faire du commerce à Trévoux, c'est déjà très compliqué ».

« Rien n'est acté »

« Les agents du centre des impôts de Trévoux ont a priori plus d'informations que moi et entre-

tiennent malheureusement un sentiment d'insécurité auprès des usagers et commerçants de la ville. Rien n'est acté. Il y a déjà suffisamment de services à

Bourg-en-Bresse pour ne pas en rajouter » précise de son côté William Freville, le directeur départemental des finances publiques de l'Ain.

EN BREF

BEYNOST

Un « forum ouvert » pour l'emploi sur le

ploi de Meximieux-Miribel, initiateur de la manifestation. Le forum, « qui n'est pas un forum », a permis



des actions « pratico-pratiques ». Première dans le réseau Pôle emploi, ce forum

abrite les cours de dessin Claude Goubeaux art